



Avignon, le 22 juin 2022,

## MOTION DE BOYCOTT AU CTL du 22 juin 2022

Monsieur le Président,

Ce CTL intervient en plein contexte d'élections politiques majeures.

Les résultats des présidentielles et des législatives nous amènent à une situation institutionnelle et démocratique sans précédent: une abstention inédite, de presque 54 % et une montée de l'extrême-droite historique avec l'entrée de 89 députés à l'Assemblée nationale.

La logique ultralibérale du Président - Roi Macron, tout comme l'arrogance et le cynisme de ses valets, ont eu raison d'une institution déjà malade : pas de majorité franche au Parlement !

Ce séisme politique est le résultat de l'absence de politiques publiques favorables au plus grand nombre, à la destruction des acquis sociaux, des services publics qui engendrent toujours plus d'inégalités et de précarité mais également à une certaine instrumentalisation des peurs par les partis au pouvoir qui ont favorisé la montée de l'extrême droite.

Face à ce danger, Solidaires Finances Publiques réaffirme encore et toujours que le parti du rejet de son prochain n'aura jamais notre soutien, d'autant moins que son projet politique, économique et social ne sera jamais la solution pour les classes que nous représentons.

Revenons à la situation à la DGFIP.

Le DG se plaint qu'elle n'est plus attractive, qu'il n'y a pas assez de candidats pour pourvoir tous les emplois au concours.

Postes vacants, suppressions de services entiers, transferts ou suppressions de missions, gel des rémunérations, recours à la contractualisation, les gens ne s'y trompent pas et voient bien arriver dans la Fonction Publique la flexibilité et la précarité qu'ils pourraient être tentés de fuir dans le Privé.

Allez encore quelques efforts et vous aurez réussi à vider le statut de fonctionnaire de tout ce qui en faisait l'attrait il y a quelques années.

Apparemment, vous êtes un peu court sur les idées fabuleuses qui pourraient accélérer le mouvement de destruction puisque la DGFIP nous fait du réchauffé avec le fameux remue-ménages.

Il y a quelques années, une telle opération avait été montée par le DG de l'époque. Localement, nous l'avions surnommée « Prends-moi pour un con.com ». Le contenu et l'objectif poursuivis étant les mêmes, nous persistons nous aussi dans notre analyse et notre appellation.

Au détour de conversations avec nos collègues, eux non plus ne s'y trompent pas et si nos estimations sont bonnes, vous ne devriez pas avoir une énorme participation à cette supercherie ni beaucoup de réponses positives.

En même temps, à part pour se débarrasser plus vite de son voisin, personne ne voit l'intérêt de dire comment on peut faire pour simplifier la relation à l'utilisateur (et donc supprimer du monde) ou bien ne plus effectuer telle ou telle mission (et donc supprimer du monde). Même les chefs de service traînent les pieds, c'est dire.....

Mais, très honnêtement, lorsque le directeur général, appelle les agents à participer à la création de la future DGFIP en les conviant à ce remue-méninges «en dehors (je cite) de toute orientation prédéfinie», ne trouvez-vous pas que l'artifice est un peu grossier ! Fort de la novlangue de l'accompagnement du changement, il lance cette grande consultation dont le seul but est de laisser croire que chacune et chacun peut apporter sa pierre à l'édifice, que les préoccupations et propositions qui en ressortiront seront entendues et contribueront à la future DGFIP ! Vraiment !? Si les agents le lui demandent, le directeur général mettra-t-il fin à son démantèlement mortifère de la DGFIP ?

- Avec l'arrêt des suppressions d'emplois?
- Demandra-t-il l'abrogation de la loi de la Transformation de la Fonction Publique du 06/08/2019? et le seul recrutement d'agents sous statut ?
- Envisagera-t-il de ne plus confier la mission foncière à Google ? A l'IGN ?
- De supprimer le recouvrement chez les débiteurs de tabac?
- De rétablir de véritables services au public avec des agentes et des agents DGFIP qualifiés plutôt que de multiplier les EFS?
- Reprendra-t-il à son compte les demandes de moyens juridiques, informatiques et humains pour le contrôle fiscal? L'abandon de la loi ESSOC ?
- Acceptera-t-il la revalorisation substantielle de toutes les carrières et l'augmentation du nombre de promotions?
- Annoncera-t-il une véritable politique de santé et sécurité avec des recrutements à la clé pour prendre en compte la souffrance au travail ?
- Etc.

Bien sûr que non !!!

Qu'elle est belle cette arnaque qui consiste à consulter les agents, les citoyens sur leur avenir professionnel et donc sur leur avenir tout court comme celui de notre planète pour finalement s'asseoir dessus !!!!

Et dernière pirouette, en écrivant « cette démarche participative dépend de votre implication », comme ça, si la consultation échoue, les coupables seront vite trouvés !!!!

Pour Solidaires Finances Publiques, il est temps d'agir collectivement pour une DGFIP reconnue, renforcée, réhumanisée, au service de l'intérêt général et de la justice fiscale, sociale et environnementale.

Solidaires Finances Publiques revendique :

- l'arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois ;
- l'arrêt immédiat du recrutement de contractuels ;
- le comblement immédiat de toutes les vacances d'emplois budgétés par des fonctionnaires recrutés par voie de concours ;
- la remise en état du réseau DGFIP avec un service de plein exercice par canton doté d'agents DGFIP titulaires en nombre suffisant et suffisamment formés pour un véritable service public de proximité;
- la réouverture des guichets de réception du public avec des agents professionnalisés et formés en nombre suffisant ;
- La reconnaissance de la technicité des agents de la DGFIP par une augmentation substantielle de l'IMT, sans oublier au préalable un véritable dégel du point d'indice à minima à la hauteur de l'inflation galopante.

De manière synthétique, et pour résumer en 3 mots nos priorités : SENS, RECONNAISSANCE et MOYENS .

Au niveau de la DDFIP de Vaucluse, la situation n'est pas franchement bonne non plus et sur de nombreux points.

Concernant les mouvements locaux publiés le 17 juin dernier, force est de constater que la mise en œuvre du nouveau réseau de proximité, combinée aux suppressions d'emplois du PLF 2022, continue de faire des dégâts aussi bien au niveau du service public rendu, mais ça, on le savait déjà, qu'au niveau humain. En effet, vous étalez les déficits d'emplois (- 11 B pour le Vaucluse entre autre, sans prendre en compte les temps partiels) en mettant clairement en difficulté certains services, soit qui ont déjà été réorganisés ou fusionnés par le passé, comme la Trésorerie Avignon Ets Hospitaliers (-3 emplois affectés), soit qui vont subir une réorganisation en 2023. Même musique pour les Trésoreries de l'Isle/Sorgue et Cavaillon, chacune d'ores et déjà à - 2 emplois affectés. Alors même que certains agents ayant demandé ces services, qui plus est avec des priorités, n'y ont pas été affectés !!!

Vous continuez également inexorablement votre travail de sape en déshabillant dès leur mise en place les antennes dites pérennes dont vous ne voulez vraiment pas : - 4 emplois affectés pour l'antenne du SIP Sud Vaucluse à Cavaillon et - 3 aussi à celle du SIE Sud Vaucluse à Apt.

Vous mettez aussi clairement en difficulté (avant même leur création) des nouveaux services comme le SGC de Pertuis avec - 3 emplois affectés, en ne vous privant pas pour autant d'y faire des affectations d'office d'agents pouvant par ailleurs se prévaloir de priorité de rapprochement non prise en compte.

Au final, selon les grades ou les services, le nombre de postes vacants est plus ou moins important. Mais partout la pénurie est là, charge à vous d'aller expliquer aux agents pourquoi vous êtes obligés d'en affecter une partie d'office alors que des postes restent vacants figurent sur leur liste de vœux....

Concernant la mise en œuvre du NRP, vous mettez à l'ordre du jour pour information de ce CTL les travaux préparatoires à la création du SIP et du SIE Nord Vaucluse prévue en 2023. Nous vous demandons d'aller à la rencontre des agents concernés lors des visites du Pôle Pilotage Ressources et du Service des Ressources Humaines prévues les 23 et 30 juin prochains à Carpentras et Orange : car c'est à vous et vous seul d'aller leur donner des explications et répondre à leurs interrogations, comme s'y était engagé votre prédécesseur d'ailleurs en juin 2019 lors de son « *NRP Tour* ».

Cela vous permettra également d'aller écouter ce que les agents du PCE en poste à Carpentras ont à vous dire suite à leur mobilisation en cours et après la grève suivie à 80 % par les agents d'Avignon et Carpentras le 7 juin dernier contre votre volonté unilatérale de réorganisation géographique et fonctionnelle.

Nous vous le disons clairement, de manière globale, votre gestion humaine notamment au niveau de la mise en œuvre coûte que coûte de vos réorganisations/restructurations et suppressions d'emplois, est très mal perçue par un très grand nombre d'agents du département et s'apparente pour beaucoup à du mépris : c'est de notre devoir de vous en alerter.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous ne siégerons pas à ce CTL en seconde convocation.

A titre subsidiaire :

- On peut en revanche s'interroger et vous interroger sur le coût du collège des chefs de services, banquet à la clef à l'Hôtel Mercure d'Avignon.... Encore un investissement sur des sources d'économies futures certainement....
- Lors de la promotion du NRP auprès des élus locaux, vous avez signé quelques chartes d'engagement du Nouveau Réseau de Proximité des Finances Publiques avec certaines communautés de communes ou communautés d'agglomération ; Il était prévu dans ces chartes que leur mise en œuvre fasse l'objet d'un suivi annuel dans le cadre d'un comité de suivi présidé par le DDFIP et le Président de la communauté de communes : pouvez-vous nous confirmer la tenue de ces comités ? Par exemple celui de la communauté de communes Pays d'Apt-Luberon où vous n'avez pas mis en place à Apt l'antenne du SGC de Pertuis, où vous n'implantez pas tous les emplois mentionnés dans cette charte au SIP Est Vaucluse (une vingtaine au départ , 15 au Tagerfip en réalité et 12 affectés au final au 01/09/2022) et à l'antenne du SIE Sud Vaucluse (12 au départ et au Tagerfip et 9 affectés au final au 01/09/2022).